

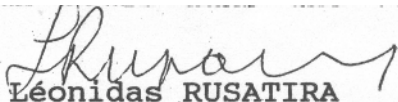
CRISE RWANDAISE

EBAUCHE DE SOLUTION: INTEGRATION PARFAITE ou REPARTITION DU PAYS

1. Rappelons d'abord que la répartition du pays entre les deux ethnies en perpétuel conflit n'est pas la meilleure solution: l'idéal serait que toutes les ethnies cohabitent en paix sur tout le territoire national sous la direction d'une majorité politique sortie des urnes.
2. Mais la solution de répartition, tout en étant un pisaller, est de loin moins mauvaise que la guerre et ses solutions finales préconisées par les extrémistes des deux bords pour s'assurer la survie et le monopole aussi bien politique qu'économique. Ils croient que leur bonheur est conditionné par le malheur des autres.
3. Par ailleurs, ma proposition n'est pas une idée inconcevable; ce ne serait pas un précédent dans l'histoire des nations. D'autres cas existent sur tous les continents.
4. Si les tutsi ont peur du retour des hutu avec leurs intellectuels et leur armée et que les hutu craignent de rentrer au pays sans garantie de sécurité assurée par une armée représentative des deux communautés, c'est que le problème hutu-tutsi reste entier.
5. Pourtant tous les rwandais ont le même droit de vivre en paix dans leur pays: tous les stratagèmes utilisés pour s'exclure mutuellement ne font toujours qu'aggraver les tensions et hypothéquer l'avenir des uns et des autres.
6. Faut-il dire que la solution idéale qui consisterait en une intégration parfaite dans tous les domaines et sur tout le territoire national sous un pouvoir démocratiquement élu par toute la population indépendamment de l'appartenance ethnique, -ce qui semble inacceptable pour le FPR minoritaire qui craint de faire les frais d'une telle forme de démocratie-, il importe de trouver une solution qui permette aux uns et aux autres de vivre dans leur pays commun, mais avec la possibilité de choisir séparément leurs représentants. Mais ce choix sera plus facile et plus libre si les membres du groupe concerné vivent ensemble sur une même portion de territoire disposant d'une autonomie interne sous l'autorité d'un pouvoir

central représentatif de toute la population et responsable du pays:

7. Les membres de l'ethnie twa et les naturalisés, vu leur nombre peu élevé, auraient le droit de vivre là où bon leur semble dans les zones des deux principales ethnies.
8. Une telle administration décentralisée s'appliquerait -également aux différentes régions (préfectures) des hutu qui, elles aussi, auraient le droit de choisir leurs représentants au niveau local comme au niveau national, prévenant ainsi pas mal de déséquilibres à caractère régional au sein des instances dirigeantes du pays.
9. La Capitale du Pays, siège du pouvoir central et symbole de l'unité nationale, serait, de ce fait, le lieu de rencontre de tous les rwandais.
10. On est tenté d'espérer que cette formule d'administration décentralisée, fédérale, tenant compte, à tous les niveaux, de l'importance numérique des communautés qui composent le peuple rwandais, en assurant une représentation institutionnalisée et permanente tant à la majorité qu'à la minorité, aurait peut-être des chances de mettre fin à la psychose ethnique et aux affrontements cycliques entre les rwandais. Il me semble que cette variante n'est pas antidémocratique: ce qui est prôné ici est un système destiné à faire vivre les rwandais ensemble tout en essayant, à l'exclusion de toute forme d'apartheid, d'alléger des problèmes créés par l'ethnisme et le régionalisme.
11. Justice: comme en ex-Yougoslavie, seuls les hauts responsables des deux bords dont les crimes viendraient à être prouvés par des enquêtes indépendantes des deux parties, seraient à traduire en justice; tandis que pour le reste, on devrait privilégier une solution politique du genre de celle préconisée ci-dessus qui est de nature à mettre les populations à l'abri des rancœurs et des vengeances sans fin.
12. Puisque d'autres solutions, éventuellement plus satisfaisantes, tardent à venir, j'estime que la proposition présentée dans les lignes qui précèdent devrait retenir une attention particulière et urgente de tous ceux qui s'intéressent de bonne foi au dossier rwandais. La communauté internationale devrait assumer ses responsabilités au lieu d'une fuite en avant qui laisse les rwandais à eux-mêmes dans une véritable jungle.


Léonidas RUSATIRA
Général de Brigade
22/03/96